

APPEL SOLENNEL

Nucléaire : nous voulons avoir le choix !

Au gouvernement français suite à la catastrophe nucléaire au Japon

jeudi 17 mars 2011, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mars 2011).

APPEL SOLENNEL

au gouvernement français suite à la catastrophe nucléaire au Japon

Rassemblement unitaire le dimanche 20 mars à 15 h à Paris devant l'Assemblée nationale

Le peuple japonais affronte actuellement une tragédie sans précédent. Une catastrophe naturelle, avec des conséquences humaines, sanitaires et économiques. Et une catastrophe nucléaire majeure.

A ce jour, trois fusions partielles de cœurs, deux incendies de combustible usé et cinq explosions d'hydrogène sont survenues dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, qui depuis le séisme et le tsunami du 11 mars dernier, relâche des quantités colossales de radioactivité dans l'air et l'environnement. Une fusion totale des cœurs, voire une explosion avec une grande quantité de rejets radioactifs, n'est pas à exclure. Malgré une communication d'informations parcellaires ou contradictoires, nous pressentons que nous sommes face à une situation d'une gravité sans précédent.

La situation au Japon est d'ores et déjà alarmante et s'aggrave d'heure en heure. Des centaines de travailleurs japonais sacrifient actuellement leur vie pour tenter d'éviter que le pire ne se produise.

Alors même que la catastrophe est en cours, des quantités massives de substances radioactives ont été libérées dans l'atmosphère et l'océan. Des taux de radioactivité plusieurs centaines de fois supérieurs à la normale sont déjà mesurés à plus de 100 km de la centrale de Fukushima. C'est une vaste région du Japon qui subit à l'heure actuelle une contamination radioactive qui pourrait se propager à tout le pays, voire au-delà.

Nous, associations, syndicats et partis politiques, exprimons toute notre solidarité au peuple japonais et en premier lieu aux travailleurs du nucléaire qui tentent d'éviter le pire au péril de leur vie.

Cette situation alarmante nous rappelle que le nucléaire est une énergie qui n'est ni propre, ni sûre, ni à même de répondre au défi majeur du changement climatique, et qu'il soumet les populations et les travailleurs à des risques insensés, d'un bout à l'autre de la filière. Plus encore lorsque les centrales sont vieillissantes : au Japon, le réacteur n°1 de Fukushima Daiichi devait être arrêté définitivement le mois dernier, mais la prolongation de son fonctionnement pendant 10 ans venait d'être décidée... Quel choix tragique !

Ce nouvel accident nucléaire majeur met à nouveau à jour les risques inhérents à toute installation nucléaire et met à mal de façon définitive et indéniable le mythe de la sûreté et de la sécurité du nucléaire.

L'impuissance dramatique de l'homme face à l'emballement des réacteurs au Japon a provoqué la

remise en question immédiate du nucléaire dans plusieurs pays (Allemagne, Suisse, Inde, États-Unis...)

En France, la politique énergétique a toujours échappé au débat démocratique, et plus particulièrement le développement de la filière électronucléaire. Les décisions sont prises au plus haut niveau de l'État, sans que les citoyens ne soient jamais consultés, alors que cette question concerne pourtant l'avenir de la population tout entière.

Sera-t-il nécessaire d'attendre un nouvel accident nucléaire pour que les autorités françaises organisent enfin un réel débat sur le modèle énergétique français en toute indépendance de l'industrie nucléaire et de son lobby ?

Pour faire face à la pénurie croissante des ressources fossiles, aux risques inacceptables du nucléaire, et à la nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, les solutions alternatives existent, aujourd'hui. Elles s'appuient sur la réduction de nos consommations, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et sur le développement des énergies renouvelables. Cette transition énergétique est inéluctable, ses modalités et sa planification nécessitent la tenue d'un grand débat démocratique et citoyen.

Le Président Sarkozy a annoncé que la France devait tirer les conséquences de l'accident japonais. Nous prenons aujourd'hui sa déclaration au mot.

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR LE CHOIX !

Nous, associations, syndicats et partis politiques, adressons solennellement ces demandes communes au gouvernement français :

Nous voulons :

- L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement sur notre politique énergétique et sur le recours à l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum
- Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement
- L'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française

Parce que la situation au Japon exige de ne pas se taire sur le drame que ce pays subit et sur la menace permanente que l'industrie nucléaire fait peser sur les peuples, au Japon comme en France :

Nous appelons tou-te-s les citoyen-nés à manifester leur solidarité avec le peuple japonais et à se réapproprier la question du recours au nucléaire et de la politique énergétique, en organisant des rassemblements dans toutes les villes de France ce dimanche 20 mars 2011 à 15h.

Nous appelons également tous les citoyen-nés, associations, partis politiques, syndicats, artistes et personnalités à rejoindre un GRAND RASSEMBLEMENT à Paris ce même jour, dimanche 20 mars 2011, à 15 h devant l'Assemblée Nationale (Métro Assemblée nationale - Ligne 12).

Liste des 60 organisations nationales signataires de l'appel solennel au gouvernement

français « Nucléaire : nous voulons avoir le choix »

ACDN, Adéquations, Agir pour l'environnement, Alliance Écologiste Indépendante, Alternativa Verda, Association des communistes unitaires, Associació Una Sola Terra, Association pour le Contrat Mondial de l'Eau, Attac, Bâtir Sain, Bizi, CAP 21, Chiche !, CNIID, Confédération paysanne, Dia de la Terra, Droit au soleil pour chaque habitat , Ecologie et Démocratie, Ecologistas en Accion, Els Verds - Alternativa Verda, Enfants Tchernobyl Bélarus, Espoirs pour les jeunes, Europe Écologie Les Verts, Europe solidaire sans frontières, Eurosolar España, Fédération des Associations de Locataires Citoyens, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Fédération Nature et Progrès, Fac Verte, Fédération Sud Étudiant, Fédération Sud Rail, France Libertés, Fraternité Citoyenne, Gauche Unitaire, Générations Futures, Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire, Grup de Científics i Tècnics per un Futur No Nuclear, Imagine 2012, Informations pour la Défense des Animaux et de l'Environnement, L'école émancipée, Les Alternatifs, Les Amis de la Terre, Les jeunes écologistes, Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Mouvement des Objecteurs de Croissance, Mouvement Citerrien, Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Parti Pour La Décroissance, Partit Occitan, Réseau Action Climat, Réseau Sortir du nucléaire, Résistance à l'Agression Publicitaire, Union syndicale Solidaires, Utopia, Union Démocratique Bretonne, Women in Europe for a Common Future, WWF France.

La liste complète est sur : www.sortirdunucleaire.org